

Répression policière à Amiens

L'ensemble des organisations politiques ou syndicales ici présentes tiennent à dénoncer avec vigueur la répression brutale dont a été victime le mouvement étudiant amiénois le 1er avril au soir. La manifestation étudiante pour la défense de l'Université publique, pourtant pacifique et festive, a subi à deux reprises l'assaut des forces de l'ordre. Après une première vague d'interpellations, c'est en effet une véritable expédition punitive qui attendait les étudiants venus réclamer pacifiquement la libération de leurs camarades injustement placés en garde à vue. En guise de dialogue les manifestants furent accueillis par les brigades anti-émeutes, tout comme la presse qui subit le même sort que les étudiants mobilisés : bombes au poivre, grenades lacrymogènes, poursuite et arrestations musclées dans le centre ville...

C'est la troisième fois en quatre mois que la jeunesse amiénoise mobilisée pour la défense des services publics subit la violence des forces de l'ordre. Avant l'épisode déplorable de ce 1er avril, les lycéens manifestants devant le rectorat il y a plusieurs semaines avaient déjà fait les frais de brutalités policières ; tout comme les étudiants, enseignants-chercheurs et parent d'élève mobilisés à l'occasion de la venue de Xavier Darcos à Amiens le 23 mars ayant subit les charges des Com-

pagnies Républicaines de Sécurité (CRS).

Si le gouvernement cherchait à en finir avec le mouvement de la jeunesse quoi qu'il en coûte, il ne s'y prendrait pas autrement. Ces évènements, loin d'être des cas isolés sur l'ensemble du territoire, sont le résultat d'une véritable entreprise gouvernementale de criminalisation des mouvements sociaux : à Amiens comme ailleurs, les arrestations de manifestants se multiplient et les interventions récurrentes de la Brigade Anti-Criminalité en disent long sur la manière dont le gouvernement considère le mouvement social dans ce pays. A l'image du reste de sa politique, le gouvernement cherche en réalité à remplacer l'Etat Social par l'Etat Pénal.

Ce nouvel affront fait à la jeunesse ne va pas en direction d'un apaisement de la situation sociale du pays. Nous exhortons le gouvernement à ne pas semer, en période de crise financière et sociale, les germes d'une crise politique d'ampleur. En pleine dynamique de mobilisation interprofessionnelle, nous l'appelons au contraire à entendre enfin les revendications sociales des salariés et de la jeunesse avant de mener le pays au bord de la rupture.

Le comité de mobilisation